



Committee on International Justice and Peace

3211 FOURTH STREET NE • WASHINGTON DC 20017-1194 • 202-541-3160

WEBSITE: WWW.USCCB.ORG/JPHD • FAX 202-541-3339

April 2, 2020

The Honorable Michael R. Pompeo
Secretary of State
U.S. Department of State
Washington, D.C. 20520

Dear Mr. Secretary:

On behalf of the United States Conference of Catholic Bishops' (USCCB) Committee on International Justice and Peace, I write to support the concerns raised by the Catholic Bishops' Conference of Côte d'Ivoire (CBCI) regarding the potential for violence as a result of elections due to occur in Côte d'Ivoire later this fall. I attached their two statements for your reference. I am keenly aware of the potential crisis the coronavirus will inflict not only on our own country, which is far more able to respond, but also especially in Africa where many of the poorest people in the world live. I want to thank Congress and the Administration for the recent allocations for countries overseas and hope that we can work together to complement those funds in phase four of the coronavirus response plans.

Returning to Côte d'Ivoire, in the CBCI's June 2019 statement, the Bishops of Côte d'Ivoire deplored the climate of fear that prevailed over their country's people which they linked to recurrent intercommunal conflict and insecurity, problems of land tenure, the illegal occupation of forest reserves, and illicit gold mining. They also raised the deep divisions over Ivoirian identity. They are alarmed that every time a crisis erupts, deadly weapons are indiscriminately deployed with a high cost to life and property.

The bishops returned to a constant refrain, "Let us avoid another war!" They have called for the disarmament of those who have no right to military weapons that allow people to turn hatred and vengeance into deadly violence. They called on people to adopt a culture of peace and forgiveness.

In their January 2020 statement the Bishops of Côte d'Ivoire turned their attention to the rising tensions evoked by the elections scheduled for October 2020. Many of the government's past commitments such as the Dialogue, Truth and Reconciliation Commission and the National Commission for Reconciliation and Indemnification of Victims have not been met. As a result, hatred and the ever present ethnic and communal violence have not been resolved and continue to create an atmosphere of fear. Deep political divisions and the recent fracturing of political parties have increased tensions even more.

Since the inception of democracy in 1990, no political transition in Côte d'Ivoire has ever taken place without serious violence, destruction and the loss of life. I encourage the U.S. Government to work in collaboration with international and regional partners to persuade the Government of Côte d'Ivoire to:

- Work with Christian and Muslim religious leaders to promote reconciliation between the political parties and the people by allowing the return of all exiles and the release of all political prisoners,
- Ensure regular dialogue between political actors and civil society leaders to promote concerted action and consensus to fulfill the aspirations of the Ivoirian people,
- Protect the rule of law, the electoral process, the independence of the Electoral Commission, and integrity of the voting district boundaries, the electoral lists, identity papers and the electoral code,
- Ensure that the elections will be transparent, free and fair to offer all candidates a level playing field,
- Joining with Pope Francis' injunction to CBCI in 2014, work with religious leaders to promote national unity through Christian-Muslim dialogue and facilitate joint programs to develop peaceful political discourse.

Many of the bishops' concerns and calls for free and fair elections and peace are echoed by a recent report published by the Simon-Skjoldt Center for the Prevention of Genocide at the Holocaust Museum. The Center is also worried that partisan divisions in the national army could greatly exacerbate the level of political violence that might occur during elections.

Since the inception of democracy in 1990, no political transition in Côte d'Ivoire has ever taken place without serious violence, destruction and the loss of life.

I and the Office on International Justice and Peace will be in contact with CBCI and will work with them to support their efforts to build a peaceful future for their country. We hope this analysis is helpful in our shared aspirations for peace in Côte d'Ivoire.

Sincerely yours,

A handwritten signature in black ink that reads "+ David J. Malloy". The signature is written in a cursive, flowing style.

Most Reverend David J. Malloy
Bishop of Rockford
Chairman of the Committee on International Justice and Peace



Côte d'Ivoire: Des élections justes, chemin de réconciliation et de paix

Au terme leur 114ème Assemblée plénière, tenue du 13 au 19 janvier 2020, dans l'archidiocèse de Korhogo dans le nord du pays, la conférence des évêques catholiques de Côte d'Ivoire a adressé un message aux gouvernants et aux citoyennes ivoiriens. Dans ce message l'épiscopat ivoirien attire l'attention de tous les acteurs politiques sur des conditions des élections justes et apaisées.

Françoise Niamien - Cité du Vatican

« Pour des élections transparentes, juste et ouverte, en vue de la réconciliation et de la paix ».

Tel est l'intitulé du message que les évêques catholiques ivoiriens ont livré à leurs compatriotes. Préoccupés par la situation socio-politique qui prévaut à 10 mois des élections générales en Côte d'Ivoire, les Evêques exhortent notamment les ivoiriens à la

réconciliation et à la paix.

Ils appellent la classe politique ivoirienne à créer des conditions de réconciliation, de concertation et du consensus. Il demande l'instauration et la consolidation de l'état de droit, ainsi qu'une élection présidentielle ouverte qui garantisse l'égalité des chances de tous les candidats.

Voici l'intégralité du message

MESSAGE

POUR DES ÉLECTIONS TRANSPARENTES, JUSTES ET OUVERTES, EN VUE DE LA RÉCONCILIATION ET DE LA PAIX

A nos gouvernants, à nos concitoyens et à tous ceux qui sont épris de justice et de paix pour notre beau pays, la Côte d'Ivoire.

Que le Dieu qui nous a réconciliés avec Lui par le Christ et nous a confié le ministère de la réconciliation vous donne la grâce et la paix ! (cf. 2 Corinthiens 5, 18).

PREAMBULE

Au terme des travaux de la 114^{ème} Assemblée plénière de notre Conférence au centre Notre Dame du Rosaire de LATAHA dans l'Archidiocèse de Korhogo, nous Archevêques et Evêques de Côte d'Ivoire, préoccupés par la situation socio-politique qui prévaut à la veille des élections générales dans notre pays, vous adressons ce message, comme une suite logique de celui délivré à Agboville en juin 2019, intitulé « Evitons-nous une autre guerre ». Dans les prochains jours, nous publierons une lettre pastorale sur « L'Eglise en Côte d'Ivoire, au service de la réconciliation, la justice et la paix ». Mais d'ores et déjà, nous désirons ardemment par le présent message, attirer l'attention de tous nos concitoyens sur quelques conditions d'élections justes et apaisées. Nous sommes tous invités à tirer des leçons d'un passé douloureux, afin de reconstruire notre pays et laisser aux générations futures, un héritage d'unité et de paix.

ETAT DE LA SITUATION

Au sortir de la crise post-électorale de 2010, les autorités étatiques s'étaient fixées pour priorité la réconciliation et s'étaient engagés à ressouder le tissu social déchiré. Ce grand chantier avait suscité un immense espoir avec la mise en place successive de deux institutions : la Commission Dialogue, Vérité, Réconciliation (CDVR) et la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes (CONARIV). Malheureusement, les résultats de leurs travaux n'ont pas eu de suite. Comme il fallait s'y attendre, les ressentiments ont ressurgi, entre autres, à travers les mutineries, les conflits intercommunautaires qui se sont soldés par des pertes en vies humaines. **Ces conflits ont montré combien les cœurs ne sont pas encore apaisés et que tout peut exploser à tout moment.** Surtout avec les armes utilisées lors de ces affrontements et qui révèlent que le processus de désarmement tant souhaité au sortir de la crise post-électorale n'est pas allé à son terme.

A cette fracture sociale est venue s'ajouter celle des **partis politiques fractionnés** en plusieurs entités. Les alliés d'hier sont devenus des adversaires et même des ennemis aujourd'hui. Les rapports sont teintés de ressentiments, de revanche ou de vengeance, où l'on cherche désormais à se mesurer ou à s'écraser mutuellement. Progressivement s'installe dans notre pays un climat de peur et de terreur, et nous avons le sentiment diffus de la menace et du déploiement de la force.

CONDITIONS POUR DES ÉLECTIONS APAISÉES

Les élections d'octobre 2020, nous en convenons, représentent un tournant décisif pour notre pays. Nous saisissons les enjeux importants qui se jouent dans ces consultations électorales, qui doivent être préparées minutieusement et avec la conscience qu'il s'agit là du destin et de l'avenir d'un peuple, d'une nation, voire d'une sous-région, en raison de ce que représente la Côte d'Ivoire pour la partie occidentale de l'Afrique. La situation sécuritaire de cette sous-région, rendue particulièrement délicate ces dernières années, doit nous convaincre que nous n'avons pas droit à l'erreur.

Au vu de cette situation, la première condition qu'il faut observer dans la préparation de ces élections doit être **la réconciliation**. Cette réconciliation suppose, voire exige le **retour des exilés avec des garanties de sécurité et de réintégration**, la **libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion**, sans exception et le dégel des avoirs. Nous saluons tous les efforts accomplis par nos gouvernants dans le sens de la réconciliation, et les encourageons à aller plus loin. Nous rappelons qu'il est de leur devoir de créer toujours davantage un climat d'apaisement nécessaire à la conduite d'élections apaisées. Tous les leaders politiques doivent s'inscrire dans cette dynamique, sans recourir à la violence comme solution aux problèmes.

La deuxième condition est celle de **la concertation et du consensus**, pour prendre en compte les exigences et les aspirations légitimes de tous les acteurs sociopolitiques et les avis éclairés de la communauté internationale. Le dialogue entre acteurs politiques et société civile si bien relancé récemment, la concertation nationale périodique, s'ils sont effectués dans la transparence et le respect de la différence, peuvent nous apporter un regain d'énergie et de fraternité constructive.

Nous devons en effet nous accorder sur le fait que les prochaines élections doivent être transparentes, crédibles et pacifiques, pour que tous acceptent les résultats qui en sortiront comme expression de la volonté de la majorité des Ivoiriens.

La troisième condition doit être **l'instauration et la consolidation de l'Etat de droit qui implique le respect de la Constitution**, afin que personne ne nourrisse l'intention ou la volonté de manipuler les personnes, les textes ni les institutions qui seront impliquées dans le processus électoral. Par ailleurs, le Pouvoir Exécutif devra agir de sorte à garantir aux personnes et aux institutions, notamment la **Commission Electorale Indépendante (CEI), une totale indépendance**. Comme toute compétition, les élections ont besoin d'un arbitre. De la position de l'arbitre dépend le bon déroulement de la compétition. Si l'arbitre est à la fois joueur et arbitre, la fin de la compétition est déjà connue. Par contre, si l'arbitre n'est qu'arbitre, avec une indépendance qui ne souffre d'aucun doute, la compétition se termine paisiblement. Voilà pourquoi le rôle d'arbitre dévolu à la CEI exige son indépendance totale.

Or, la question de l'indépendance des structures devant arbitrer ces joutes électorales, comme la CEI divise et cristallise encore les tensions autant que le sont celles du découpage électoral, la question des pièces d'identité, de la liste électorale, du code électoral. Toutes ces questions exigent absolument un dialogue et une concertation entre tous les acteurs politiques, et méritent d'être étendues à la société civile.

La quatrième condition, qui est une conséquence logique de l'indépendance de la CEI, est celle d'une **élection présidentielle ouverte**, qui garantisse l'égalité des chances de tous les candidats désireux de concourir. **La lutte contre l'exclusion** trouverait ici tout son sens. L'histoire est maîtresse de vie, et la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui peut éviter de laisser aux générations futures, l'image d'un pays miné par des dissensions politiques. Nous invitons donc tous nos concitoyens à vivre cette année 2020 de façon sereine, à reconnaître dans le calme et la lucidité, la gravité des problèmes qui sont les nôtres, sans désespérer de l'avenir.

Au terme de notre message, nous implorons la miséricorde divine sur notre pays et tous ses habitants, par l'intercession de Notre Dame de la Paix, afin que nos efforts de conversion soient soutenus, nos désirs de vérité, de justice, de réconciliation et de paix affermis et que notre nation continue sa marche dans la sérénité et la paix.

Fait à Korhogo, le 19 janvier 2020.

Les Archevêques et Evêques de Côte d'Ivoire.



MESSAGE A LA NATION

Les Archevêques et Évêques de Côte d'Ivoire se sont réunis du 17 au 23 juin 2019 à Agboville à l'occasion de leur 113^{ème} Assemblée Plénière. À la fin de la messe de clôture de cette rencontre, ils ont adressé un message en faveur du dialogue et la paix à la nation. Nous vous proposons ci-dessous l'intégralité du message.

Chers compatriotes,

Et vous tous qui vivez en Côte d'Ivoire,

Au terme des travaux de la 113^{ème} Assemblée plénière de notre Conférence, nous Archevêques et Evêques de Côte d'Ivoire, en vertu de notre mission prophétique, ne saurions passer sous silence les questions qui se posent et les débats qui ont cours en ce moment dans notre pays, et qui sont régulièrement relayés par la presse nationale et internationale. Nous avons ressenti comme un devoir, de réaffirmer notre désir de construire avec vous, une Côte d'Ivoire rassemblée dans l'unité et la paix.

Nous voulons, en écrivant ce message, éviter à notre pays, une autre crise. Nous souhaitons que ces débats, qui ont cours actuellement dans un environnement de crise sociale sur fond politique, se poursuivent dans un climat de sérénité et dans un souci de recherche authentique de la paix.

Il s'agit de vider ces contentieux qui minent depuis de nombreuses années la vie sociale et politique de notre pays et qui n'épargnent aucune région. En effet, force est de reconnaître qu'à l'approche des échéances électorales de 2020, il règne un climat de peur généralisée au sein de la population ; peur liée à la réalité des conflits intercommunautaires récurrents, aux questions d'insécurité, du foncier, de l'occupation illicite des forêts classées, de l'orpillage clandestin et des problèmes relatifs à l'identité ivoirienne.

*En déplorant avec vous tous les spectacles désolants de ces derniers temps, nous voulons également avec vous, exorciser les vieux démons de la haine et de la division. Nous saisissons l'occasion pour exprimer notre proximité spirituelle et notre compassion aux familles qui ont perdu des proches et des biens. Et à tous les acteurs de la vie sociopolitique, à quelque niveau qu'ils soient, nous lançons ce cri de cœur, qui est aussi celui du peuple : **Evitez-nous une autre guerre !***

En effet, après plus de deux décennies de graves crises qui ont tristement marqué l'histoire de la Côte d'Ivoire et à quelques mois des échéances électorales de 2020, la responsabilité de tous ceux qui détiennent l'autorité – à quelque niveau que ce soit - leur impose de tout mettre en œuvre pour travailler à la réconciliation et à la cohésion sociale, pour prévenir les crises et consolider la paix.

*Certes, construire la paix n'est pas œuvre facile. Cependant, nous vous le demandons avec insistance, à vous qui tenez entre vos mains, la destinée de notre peuple : **Evitez-nous une autre guerre !***

*A ce titre, nous Archevêques et Evêques de Côte d'Ivoire, demandons spécialement au Gouvernement, au nom de la paix, de poursuivre et d'achever le processus du désarmement, car les armes circulent encore dans notre pays et ce n'est un secret pour personne. En effet, comment comprendre qu'à chaque conflit intercommunautaire, des armes blanches et des armes de guerre soient régulièrement et professionnellement utilisées, ce qui est de nature à traumatiser nos populations. Devant cet état de fait, une fois encore, et au nom du droit à la vie, nous vous le demandons : **Evitez-nous une autre guerre !***

Déjà le 25 janvier 2015, au terme de notre 99^{ème} Assemblée Plénière à Abengourou, nous avons posé comme l'un des préalables à l'organisation des élections, le désarmement effectif de tous ceux qui n'ont pas le droit de porter des armes.

Aujourd'hui encore, nous lançons de nouveau cet appel pressant, au nom de la paix et pour une vraie réconciliation : tous, désarmons nos cœurs, nos bouches et nos bras, car il y va de la vie de notre nation. C'est pourquoi, à présent, nous lançons cet appel à tous nos concitoyens et à tous les habitants

de ce pays : acteurs politiques, jeunes, hommes et femmes de médias, guides religieux : **Évitons-nous une autre guerre !**

Pour ce faire, nous exhortons tous nos concitoyens à être des artisans de paix, en consolidant les acquis en matière de cohésion sociale. La paix est le premier don que le Christ Ressuscité a fait à ses disciples : « Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix (Jean 14, 27a) ». En tant que croyants et hommes de bonne volonté, nous en sommes tous les porteurs, les témoins et les artisans.

Dans les difficultés inhérentes à notre marche commune, continuons ensemble à promouvoir la culture de la paix dans la justice et la vérité : « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu (Mt 5,9) ».

Nous exhortons les uns et les autres à la culture du pardon, en vue de construire une Nation forte et prospère. En effet, le pardon libère des ressentiments, de la haine et de la vengeance qui mènent à la mort. Dans le contexte de la crise et de la méfiance qui nous affectent aujourd'hui dans ce pays, pardonner, c'est se donner la chance de regarder ensemble l'avenir avec optimisme.

Pour y parvenir, ouvrons nos cœurs à l'action de l'Esprit Saint qui est capable de rétablir les relations brisées, car il est l'Esprit de réconciliation et de paix. Et comme le souligne notre Saint Père, le Pape François, dans son Exhortation Apostolique: « L'Esprit Saint possède une imagination infinie, qui sait dénouer les nœuds même les plus complexes et les plus inextricables de l'histoire humaine » (Evangelii Gaudium - La joie de l'Évangile - au numéro 178).

Que par l'intercession de la Vierge Marie, Notre Dame de la Paix, le Seigneur accorde à notre Nation de poursuivre sa marche dans la vérité, la concorde, la prospérité, la justice et la paix.

Évitez-nous une autre guerre ; évitons-nous une autre guerre.

Donné à Agboville, le 23 juin 2019.